

F. 95 — 258

23 NOVEMBRE 1994. — Arrêté royal octroyant une autorisation de recrutement au-delà de l'enveloppe 1994 à l'Administration de la Médecine sociale — Office médico-social de l'Etat — Service médical de l'Administration — du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique;

Vu l'arrêté royal du 11 mai 1992 fixant le cadre organique du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement, modifié par les arrêtés royaux des 6 octobre 1992 et 16 novembre 1993;

Vu l'arrêté royal du 30 décembre 1993 relatif au recrutement de personnel statutaire dans certains services publics pour l'année 1994;

Considérant qu'il convient d'accorder sans délai une autorisation de recrutement à l'Administration de la Médecine sociale — Service médical de l'Administration — du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement, étant donné que la sous-occupation du cadre organique empêche ledit service d'accomplir les nouvelles missions qui lui sont imparties;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 19 juillet 1994;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 19 juillet 1994;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Il est octroyé à l'Administration de la Médecine sociale — Service médical de l'Administration — du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement une autorisation de recrutement pour les emplois suivants :

Services extérieurs :

emplois d'inspecteur-médecin 2

Art. 2. Notre Ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 novembre 1994.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intégration sociale,
de la Santé publique et de l'Environnement,

J. SANTKIN

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL,
MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 95 — 259

Arrêté royal dispensant l'Office national de l'Emploi de communiquer d'office aux bénéficiaires de l'assurance-chômage, certaines données sociales à caractère personnel sur lesquelles l'Office national s'est fondé pour la détermination ou l'appréciation de leurs droits

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté, est pris en exécution de l'article 90 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale.

Aux termes de l'article 20, § 1^{er}, 1^o, de la loi susmentionnée, les institutions de sécurité sociale sont tenues d'office de communiquer aux bénéficiaires de la sécurité sociale, à ceux qui demandent à en bénéficier ou à leurs représentants légaux, les données sociales à caractère personnel sur lesquelles elles se sont basées pour la détermination ou l'appréciation de leurs droits.

N. 95 — 258

23 NOVEMBER 1994. — Koninklijk besluit tot verlening aan de Bestuursafdeling voor de Sociale Geneeskunde — Sociaal medische Rijksdienst — Geneeskundige Dienst van de Administratie — van het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu van een machtiging tot aanwerving boven de enveloppe 1994

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 mei 1992 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 oktober 1992 en 16 november 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 december 1993 betreffende de werving van statutair personeel in sommige overheidsdiensten voor het jaar 1994;

Overwegende dat het noodzakelijk is onverwijld een wervingsmachtiging toe te kennen aan de Bestuursafdeling voor de Sociale Geneeskunde — Geneeskundige Dienst van de Administratie — van het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu, aangezien de huidige onderbezetting van de organieke personeelsformatie meebrengt dat deze dienst de nieuwe opdrachten die hem zijn toevertrouwd niet kan vervullen;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 19 juli 1994;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 19 juli 1994;

Op de voordracht van Onze Minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de Bestuursafdeling voor de Sociale Geneeskunde — Geneeskundige Dienst van de Administratie — van het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu wordt een wervingsmachtiging verleend voor de volgende betrekkingen :

Buitendiensten :

betrekkingen van inspecteur-geneesheer 2

Art. 2. Onze Minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 november 1994.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
Volksgezondheid en Leefmilieu,

J. SANTKIN

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID,
MINISTERIE VAN JUSTITIE
EN MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 95 — 259

Koninklijk besluit tot verlening van vrijstelling aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van de verplichting om ambtshalve aan de gerechtigden op sociale zekerheid sommige sociale gegevens van persoonlijke aard mede te delen waarop de Rijksdienst heeft gesteund bij de bepaling of de beoordeling van hun rechten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit dat wij de eer hebben Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen is genomen in uitvoering van artikel 90 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid.

Volgens artikel 20, § 1, 1^o, van voormelde wet zijn de instellingen van sociale zekerheid ambtshalve gehouden tot mededeling aan de gerechtigden op sociale zekerheid of aan hen die er aanspraak op maken of aan hun wettelijke vertegenwoordigers, van de sociale gegevens van persoonlijke aard waarop zij zich hebben gesteund bij de bepaling of de beoordeling van hun rechten.

La communication a lieu, au plus tard, en même temps que la notification de la décision.

Votre Majesté peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et après avis de la Commission de la protection de la vie privée, prévoir des dérogations à cette obligation et au délai dans lequel cette communication doit être faite.

En vertu de l'article 90 de la même loi, modifié par l'article 130 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, Votre Majesté peut, pendant une période de trois ans prenant cours à la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres et après avis de la Commission de la vie privée, accorder dispense des obligations visées à l'article 20 à telle ou telle branche de la sécurité sociale qui justifie de son impossibilité de les respecter.

Cet arrêté est pris en vue de dispenser l'Office national de l'Emploi d'appliquer l'article 20, § 1er, 1^o, lorsque le Directeur du Bureau de chômage compétent prend un décision positive en application de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage (admissibilité, indemnisation,...).

La demande de dispense repose sur quatre arguments, à savoir le nombre de demandes d'allocation, la technicité des décisions, le stade actuel d'informatisation et le rôle d'intermédiaire des organismes de paiement.

L'Office national de l'Emploi traite annuellement 2 500 000 demandes d'allocation relatives à plus de 1 500 000 bénéficiaires différents. A l'heure actuelle, seules les décisions négatives ($\pm 55 000$ par an), qui limitent ou refusent le droit aux allocations de chômage, sont motivées et notifiées au chômeur, ce qui permet à ce dernier d'introduire un recours devant le tribunal compétent.

Toutes les décisions, positives ou négatives, sont transmises à l'organisme de paiement des allocations de chômage du chômeur concerné. Vu le nombre de demandes, il est impossible pour l'Office national de l'Emploi d'envisager, à court terme, une notification individuelle à chaque assuré social concerné.

La réglementation du chômage est en évolution constante. A ce jour 62 arrêtés sont publiés, ceux-ci ont entraîné une centaine de modifications de la réglementation du chômage qui est entrée en vigueur le 1er juin 1992. Ces modifications, auxquelles l'Office national de l'Emploi a dû faire face dans un délai très bref, du fait que certaines d'entre elles sont entrées en vigueur avec effet rétroactif et d'autres dans un délai très court dès leur parution au *Moniteur belge*, ont eu une influence directe sur l'indemnisation des chômeurs. Les bureaux de chômage ont été amenés à établir et à transmettre de nouvelles cartes d'allocation aux organismes de paiement des chômeurs concernés.

L'obligation d'informer directement l'assuré social aurait contraint l'Office national de l'Emploi à établir parallèlement autant de décisions individuelles, ce qui aurait représenté une charge de travail incompatible avec les moyens humains disponibles actuellement.

La réglementation du chômage est d'une telle technicité et les éléments à prendre en considération sont tellement nombreux et variés que l'Office national de l'Emploi devrait en arriver à l'établissement de notifications dont le contenu serait variable d'un cas à l'autre. Cette individualisation contraindrait l'Office à un investissement difficilement réalisable dans les conditions actuelles de traitement de l'admissibilité.

A l'heure actuelle, l'informatisation de l'Office national de l'Emploi ne porte que sur les résultats de l'admissibilité d'un chômeur au bénéfice des allocations de chômage (l'admissibilité, la date de l'admissibilité et le code octroyé) et sur la vérification des dispenses effectuées par les organismes de paiement des allocations de chômage.

Le système informatique dont dispose actuellement l'Office national de l'Emploi ne peut reprendre dans les banques de données des éléments justifiant l'octroi des allocations de chômage. Ces éléments continuent à être traités manuellement par les calculateurs, mais ne sont pas encore encodés dans le système informatique. L'informatique telle qu'elle est actuellement développée au sein de l'Office ne permet dès lors pas l'établissement automatique des communications des décisions prises en matière d'admissibilité et d'indemnisation.

Il faudrait continuer, cas par cas, à rédiger manuellement les notifications favorables, ce qui n'est pas possible vu le nombre de dossiers à traiter annuellement. Les décisions positives ne pourront être notifiées d'office aux bénéficiaires de la décision ou à leurs

De mededeling geschiedt uiterlijk op het ogerblik van de kennisgeving van de beslissing.

Bij in Ministerraad overlegd besluit en na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, kan Uwe Majesteit in afwijkingen voorzien op deze verplichting en op de termijn waarbinnen deze mededeling moet gebeuren.

Krachtens artikel 90 van dezelfde wet, gewijzigd door artikel 130 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, kan Uwe Majesteit, gedurende een periode van drie jaar die aanvangt op de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van deze wet, bij een in Ministerraad overlegd besluit en na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, vrijstelling verlenen van de verplichtingen bedoeld in artikel 20 aan deze of gene tak van de sociale zekerheid die zijn onmogelijkheid om deze verplichtingen na te leven, bewijst.

Dit ontwerp wordt genomen teneinde de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening vrij te stellen van de toepassing van artikel 20, § 1, 1^o, wanneer de bevoegde Directeur van het Werkloosheidsbureau een positieve beslissing neemt bij de toepassing van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering (toelaatbaarheid, vergoedbaarheid,...).

Het verzoek om vrijstelling berust op vier argumenten, namelijk het aantal uitkeringsaanvragen, het technisch karakter van de beslissingen, het huidige stadium van de computerisering en de bemiddelende rol van de uitbetalingsinstellingen.

De Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening behandelt jaarlijks 2 500 000 uitkeringsaanvragen, die betrekking hebben op meer dan 1 500 000 verschillende gerechtigden. Momenteel worden alleen de negatieve beslissingen ($\pm 55 000$ per jaar), die het recht op uitkeringen beperken of weigeren, gemotiveerd en aan de werkloze betekend, om het deze laatste mogelijk te maken beroep in te stellen bij de bevoegde rechtbank.

Alle beslissingen, positief of negatief, worden aan de instelling voor de uitbetaling van de werkloosheidsuitkeringen van de betrokken werkloze toegezonden. Gelet op het aantal aanvragen, is het voor de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening onmogelijk om, op korte termijn, een individuele betekening aan iedere betrokken verzekerde te sturen.

De werkloosheidsreglementering is in constante evolutie. Tot op heden zijn er 62 besluiten verschenen, die een honderdtal wijzigingen hebben meegebracht van de werkloosheidsreglementering, die op 1 juni 1992 in werking is getreden. Die wijzigingen waarmee de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening binnen een zeer korte termijn rekening heeft dienen te houden, doordat sommige daarvan in werking traden met terugwerkende kracht en andere zeer spoedig na hun verschijning in het *Belgisch Staatsblad*, hebben een rechtstreekse invloed gehad op de vergoedbaarheid van de werklozen. De werkloosheidsbureaus hebben terzake nieuwe uitkeringskaarten moeten opmaken en deze aan de uitbetalingsinstellingen van de betrokken werklozen moeten overmaken.

De verplichting om de sociaal verzekerde rechtstreeks te informeren zou de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening ertoe genoopt hebben daarnaast evenveel individuele beslissingen op te stellen, wat een arbeidslast zou hebben vertegenwoordigd, die met de huidige personeelscapaciteit niet in overeenstemming te brengen is.

De werkloosheidsreglementering heeft een dergelijk technisch karakter en de in aanmerking te nemen elementen zijn zo talrijk en verschillend, dat de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening betekeningen zou moeten opstellen waarvan de inhoud al naar gelang het geval zou verschillen. Die individualisering zou de Rijksdienst verplichten tot een inzet waaraan niet te denken valt in de huidige omstandigheden inzake behandeling van de toelaatbaarheid.

Momenteel heeft de computerisering van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening alleen betrekking op de resultaten van de toelaatbaarheid van een werkloze tot het recht op werkloosheidsuitkeringen (de toelaatbaarheid, datum van de toelaatbaarheid en de toegekende code) en op de verificatie van de door de instellingen voor de uitbetaling van werkloosheidsuitkeringen verrichte uitgaven.

Het informatica-systeem waarover de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening thans beschikt, kan in zijn databanken niet de elementen opslaan die de toekenning van werkloosheidsuitkeringen rechtvaardigen. Die elementen worden nog steeds manueel door de berekenaars behandeld maar worden niet ingevoerd binnen het informatiesysteem. De informatica die thans binnen de Rijksdienst is ontwikkeld, maakt het derhalve niet mogelijk automatisch mededelingen van beslissingen op te stellen die genomen werden inzake toelaatbaarheid en vergoedbaarheid.

De gunstige betekeningen zouden voor elk geval nog steeds manueel moeten worden opgesteld, wat niet mogelijk is gelet op het aantal dossiers dat jaarlijks te behandelen is. De positieve beslissingen zullen pas ambtshalve kunnen worden betekend aan de

représentants légaux que lorsque l'informatisation de l'admissibilité, qui est envisagée par l'Office dans les années à venir, aura été testée et fonctionnera de manière performante dans les 30 bureaux régionaux disséminés sur le territoire du Royaume.

Il y a lieu de relever que, sans préjudice du devoir d'information imposé par l'article 20, § 1er, 1^o, de la loi du 15 janvier 1990, tout assuré social choisit librement un organisme de paiement qui, selon la législation actuellement en vigueur, est chargé de l'informer.

Ces organismes jouent en fait un rôle d'intermédiaire entre l'Office national de l'Emploi et les demandeurs d'allocation. Ils interviennent comme conseiller de l'assuré social en répondant à son besoin d'information.

Commentaire des articles

L'article 1er stipule que, sauf pour les décisions sur le droit aux allocations, l'Office national de l'Emploi est dispensé de l'obligation de la communication aux bénéficiaires des allocations de chômage, à ceux qui demandent à en bénéficier ou à leur représentants légaux, des données sociales à caractère personnel sur lesquelles il s'est basé pour la détermination ou l'appréciation de leurs droits.

Conformément à l'article 2, la dispense est accordée pour une période de deux années, dès la signature de l'arrêté.

L'article 3 prévoit la date d'entrée en vigueur du projet.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

COMMISSION DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

[S-Mac — 12971]

Avis n° 28/94 du 15 décembre 1994

Objet : Projet d'arrêté royal dispensant l'Office national de l'Emploi de communiquer d'office aux bénéficiaires de l'assurance-chômage, certaines données sociales à caractère personnel sur lesquelles il s'est fondé pour la détermination ou l'appréciation de leurs droits.

La Commission de la protection de la vie privée,

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, en particulier l'article 29;

Vu l'article 20, paragraphe 1er, 1^o, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;

Vu l'article 90 de la même loi, modifié par l'article 130 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales;

Vu la demande d'avis du Ministre de l'Emploi et du Travail et de l'Égalité des Chances du 7 décembre 1994;

Vu l'avis de la Commission n° 05/93 du 13 juillet 1993;

Vu le rapport présenté par M. F. Ringelheim,

Emet le 15 décembre 1994, l'avis suivant :

I. Objet de la demande d'avis :

Le projet d'arrêté royal soumis à l'avis de la Commission a pour objet de dispenser l'Office national de l'Emploi de communiquer, ainsi qu'il est prescrit par l'article 20, § 1er, 1^o, de la loi du 15 janvier 1990, aux

begunstigden van de beslissing of aan hun wettelijke vertegenwoordigers, wanneer de computersering van de toelaatbaarheid, die de Rijksdienst voor de komende jaren overweegt, zal zijn getest en met een hoog rendement zal werken in de 30 gewestelijke bureaus, die over het grondgebied van het Rijk zijn verspreid.

Zonder afbreuk te doen aan de bij artikel 20, § 1, 1^o, van de wet van 15 januari 1990 opgelegde informatieplicht dient er op gewezen dat elke sociaal verzekerde vrij een uitbetalingsinstelling kiest, die, volgens de thans van kracht zijnde wetgeving, er mee belast is hem in te lichten.

Die instellingen spelen in feite de rol van bemiddelaar tussen de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening en de uitkeringsaanvragers. Ze treden op als raadsman van de sociaal verzekerde doordat ze hem de informatie geven waaraan hij behoefte heeft.

Commentaar bij de artikelen

Artikel 1 bepaalt dat, met uitzondering van de beslissingen inzake het recht op uitkeringen, de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening vrijgesteld is van de verplichting tot mededeling aan de gerechtigden op werkloosheidsuitkeringen of aan hen die er aanspraak op maken of aan hun wettelijke vertegenwoordigers, van de sociale gegevens van persoonlijke aard waarop hij zich heeft gesteund bij de bepaling of de beoordeling van hun rechten.

Overeenkomstig artikel 2 wordt de vrijstelling verleend voor een periode van twee jaar, vanaf de ondertekening van het besluit.

Artikel 3 bepaalt de datum van inwerkingtreding van het ontwerp.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

COMMISSIE VOOR DE BESCHERMING VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER

[S-Mac — 12971]

Advies nr. 28/94 van 15 december 1994

Betreft : Ontwerp van koninklijk besluit tot verlening van vrijstelling aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van de verplichting om ambtshalve aan de gerechtigden op sociale zekerheid sommige sociale gegevens van persoonlijke aard mede te delen waarop hij heeft gesteund bij de bepaling of de beoordeling van hun rechten.

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer,

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid artikel 29;

Gelet op artikel 20, paragraaf 1, 1^o, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispunthank van de sociale zekerheid;

Gelet op artikel 90 van dezelfde wet, gewijzigd door artikel 130 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen;

Gelet op de adviesaanvraag van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Gelijke Kansenbeleid d.d. 7 december 1994;

Gelet op het advies van de Commissie nr. 05/93 d.d. 13 juli 1993;

Gelet op het verslag voorgesteld door de heer F. Ringelheim,

Brengt op 15 december 1994 het volgende advies uit :

I. Voorwerp van de adviesaanvraag :

Het ontwerp van koninklijk besluit dat de Commissie voor advies wordt voorgelegd heeft tot doel de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening vrij te stellen van de mededeling aan de gerechtigden op sociale zekerheid

bénéficiaires de la sécurité sociale, les données sociales à caractère personnel sur lesquelles il s'est fondé pour la détermination ou l'appréciation de leurs droits.

La dispense est prévue pour une durée maximum de deux ans, à dater de la signature de l'arrêté.

Le projet d'arrêté est motivé par l'impossibilité dans laquelle l'Office estime se trouver, d'envisager à court terme une notification individuelle à chaque assuré social concerné des éléments visés par l'article 20, § 1er, 1°.

II. Antécédents : l'avis de la Commission n° 05/93 du 13 juillet 1993 :

Par son avis n° 05/93 du 13 juillet 1993, la Commission a émis un avis défavorable à propos d'un projet d'arrêté royal ayant le même objet que le projet actuellement soumis à l'avis de la Commission, à savoir la dispense pour l'ONEM d'exécuter les obligations découlant de l'article 20, § 1er, 1°, 1er alinéa de la loi du 15 janvier 1990, et ce, par application de l'article 90 de la même loi.

Cet article a été entre-temps modifié par la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, ce qui justifie l'introduction d'une nouvelle demande.

L'avis défavorable de la Commission était motivé par les considérations suivantes :

— La preuve de l'impossibilité pour l'ONEM de respecter les obligations visées à l'article 20 n'était pas rapportée, une telle impossibilité ne résultant pas nécessairement de la technicité de la législation du chômage, ni de l'informatisation insuffisante de l'ONEM.

— La dispense était demandée pour une période de 5 ans à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal. La Commission a estimé qu'il résultait de l'article 90 (ancien), que la dispense (à la supposer justifiée) était limitée à une période de deux ans prenant cours à la date d'entrée en vigueur de la loi du 15 janvier 1990, c'est-à-dire au 15 janvier 1992. En conséquence la dispense, dans l'hypothèse où elle eut été justifiée, ce qui n'était pas le cas, suivant la Commission, n'aurait pu être accordée que jusqu'au 1er janvier 1994.

— Envisageant l'hypothèse selon laquelle le projet d'arrêté royal aurait été fondé sur l'article 20, § 1er, 1°, alinéa 3, de la loi, habilitant le Roi à prévoir des dérogations à l'obligation visée par l'article 20, § 1er, 1°, alinéa 1er, la Commission a considéré que la preuve de circonstances exceptionnelles justifiant pareille dérogation n'était pas rapportée.

III. Examen du projet :

1. Les dispositions légales applicables.

Aux termes de l'article 20, § 1er, 1°, alinéa 1er, de la loi du 15 janvier 1990, les institutions de sécurité sociale sont tenues de communiquer d'office aux bénéficiaires de la sécurité sociale, à ceux qui demandent à en bénéficier ou à leurs représentants légaux, les données sociales à caractère personnel sur lesquelles elles se sont basées pour la détermination ou l'appréciation de leurs droits. Cette communication a lieu au plus tard en même temps que la notification de la décision.

La dispense prévue par le projet d'arrêté est fondée exclusivement sur l'article 90 de la loi du 15 janvier 1990, modifié par l'article 130 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales.

Dans sa version originariaire, l'article 90 disposait que "pendant une période de 2 ans, prenant cours à la date d'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi, pour tout ou partie de la sécurité sociale, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et après avis de la Commission de la protection de la vie privée, accorder dispense des obligations visées à l'article 20, à telle ou telle branche de la sécurité sociale qui justifie de son impossibilité de les respecter".

L'article 90 nouveau, dispose que le Roi peut, pendant une période de 3 ans prenant cours à la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres et après avis de la Commission de la protection de la vie privée, accorder dispense des obligations visées à l'article 20 à telle ou telle branche de la sécurité

of aan hen die er aanspraak op maken of aan hun wettelijke vertegenwoordigers, van de sociale gegevens van persoonlijke aard waarop zij zich hebben gesteund bij de bepaling of de beoordeling van hun rechten, zoals bepaald in artikel 20, § 1, 1°, van de wet van 15 januari 1990.

De vrijstelling wordt voorzien voor maximum twee jaar volgend op de datum van ondertekening van het besluit.

Het koninklijk besluit wordt gerechtvaardigd door het onvermogen van de Rijksdienst om op korte termijn een individuele kennisgeving te overwegen van de elementen voorzien in artikel 20, § 1, 1°, aan elke betrokken sociaal verzekerde.

II. Antecedenten: advies nr. 05/93 van de Commissie van 13 juli 1993 :

In haar advies nr. 05/93 van 13 juli 1993, bracht de Commissie een negatief advies over een ontwerp van koninklijk besluit met hetzelfde voorwerp dan het ontwerp dat de Commissie thans voor advies wordt voorgelegd. Het ging namelijk ook om een vrijstelling voor de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van de uitvoering van de verplichting die voortvloeit uit artikel 20, § 1, 1°, lid 1, van de wet van 15 januari 1990, en dit door toepassing van artikel 90 van dezelfde wet.

Ondertussen werd dit artikel gewijzigd door de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, wat het indienen van een nieuwe aanvraag rechtvaardigt.

Het ongunstig advies van de Commissie werd gerechtvaardigd door de volgende bedenkingen :

— De onmogelijkheid van de R.V.A. om de verplichtingen na te komen bedoeld in artikel 20 werd niet aangetoond, daar een dergelijke onmogelijkheid niet noodzakelijk voortvloeit uit de technicité van de wetgeving van de werkloosheid, noch uit de ontoereikende computerisering van de R.V.A.

— De vrijstelling werd gevraagd voor een periode van 5 jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van het koninklijk besluit. De Commissie was van oordeel dat uit (het vroegere) artikel 90 bleek dat de vrijstelling (in de veronderstelling dat deze gerechtvaardigd was) beperkt was tot een periode van twee jaar die inging op de datum van de inwerkingtreding van de wet van 15 januari 1990, dit wil zeggen tot 15 januari 1992. Bijgevolg had de vrijstelling, in de veronderstelling dat deze gerechtvaardigd was, wat niet het geval was, volgens de Commissie slechts kunnen worden toegekend tot 1 januari 1994.

— De veronderstelling in overweging nemend volgens welke het ontwerp van koninklijk besluit gebaseerd zou zijn geweest op artikel 20, § 1, 1°, lid 3, van de wet, waarbij de Koning afwijkingen kan voorzien op de verplichting bedoeld in artikel 20, § 1, 1°, lid 1, was de Commissie van oordeel dat het bewijs van uitzonderlijke omstandigheden die een dergelijke afwijking rechtvaardigen niet was geleverd.

III. Onderzoek van het ontwerp :

1. De toepasselijke wettelijke bepalingen.

Krachtens artikel 20, § 1, 1° lid 1, van de wet van 15 januari 1990, zijn de instellingen van sociale zekerheid er ambtshalve toe gehouden de gerechtigden op sociale zekerheid of hen die er aanspraak op maken of hun wettelijke vertegenwoordigers, de sociale gegevens van persoonlijke aard mee te delen waarop zij zich hebben gesteund bij de bepaling of de beoordeling van hun rechten. Deze mededeling geschiedt uiterlijk op het oogenblik van de kennisgeving van de beslissing.

De in het ontwerp van besluit voorziene vrijstelling is uitsluitend gebaseerd op artikel 90 van de wet van 15 januari 1990, gewijzigd door artikel 130 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen.

In zijn oorspronkelijke versie stelde artikel 90 dat "Gedurende een periode van twee jaar die aanvangt op de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van deze wet, voor het geheel of een gedeelte van de sociale zekerheid, de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit en na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, een vrijstelling (kan) verlenen van de verplichtingen bedoeld in artikel 20 aan deze of gene tak van de sociale zekerheid die zijn onmogelijkheid om deze verplichtingen na te leven bewijst."

Het nieuwe artikel 90 stelt dat de Koning, gedurende een periode van drie jaar, die aanvangt op de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van de wet, bij een in Ministerraad overlegd besluit en na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, vrijstelling kan verlenen van de verplichtingen bedoeld in artikel 20, aan

sociale qui justifie de son impossibilité de les respecter, pendant une période dont il fixe la durée sans que celle-ci puisse dépasser 2 ans, à compter de la date de cet arrêté.

Les difficultés d'interprétation de l'ancien article 90, résultant d'une formulation quelque peu ambiguë, quant à la détermination du point de départ de la période de dispense, ont disparu. Le texte nouveau est parfaitement clair.

Il résulte des articles 5 et 6 de l'arrêté royal du 13 août 1990 relatif à l'entrée en vigueur des dispositions des articles 20 et 90 de la loi du 15 janvier 1990, que ces dernières sont entrées en vigueur au premier jour du mois suivant celui pendant lequel le Président et les membres du Comité de surveillance ainsi que le Président et les membres de la Commission de la protection de la vie privée sont entrés en fonction, à savoir, le 1er janvier 1992.

Le Roi peut accorder une dispense pendant une période de trois ans, à compter de cette date.

Il s'ensuit qu'un arrêté royal accordant la dispense, prévue par l'article 90 de la loi du 15 janvier 1990 doit impérativement être pris avant le 1er janvier 1995. Au surplus, la nouvelle disposition de l'article 90 limite à deux ans la durée de la dispense.

2. Justification du projet d'arrêté royal.

La dispense prévue par l'article 90 peut être accordée à une institution ou à une branche de la sécurité sociale qui justifie de son impossibilité de respecter les obligations visées à l'article 20.

Cette impossibilité constitue une question de fait qu'il appartient à la Commission d'apprécier concrètement.

Dans l'exposé des motifs du projet d'arrêté royal, l'impossibilité pour l'ONEM d'exécuter provisoirement les dites obligations est étayée sur les éléments suivants:

2.1. L'Office traite annuellement 2 500 000 demandes d'allocations relatives à plus de 1 500 000 bénéficiaires. A l'heure actuelle, seules les décisions négatives, au nombre de 55 000 environ par an, c'est-à-dire celles qui limitent ou refusent le droit aux allocations de chômage, sont motivées et notifiées au chômeur, ce qui permet à celui-ci d'introduire le cas échéant, dans le mois de la notification de la décision, un recours devant le tribunal compétent. Il est toutefois précisé que toutes les décisions, positives comme négatives, sont transmises à l'organisme de paiement des allocations de chômage du chômeur concerné. L'Office estime, compte tenu du nombre extrêmement élevé des demandes, qu'il lui est impossible d'envisager, du moins à court terme, une notification individuelle à chaque assuré social concerné.

2.2. La réglementation du chômage est en constante évolution. La nouvelle réglementation du chômage entrée en vigueur le 1er juin 1992 a déjà connu une centaine de modifications qui ont eu une influence directe sur l'indemnisation des chômeurs (majoration ou diminution du montant de l'allocation journalière). Les bureaux du chômage de l'Office ont été amenés à établir et à transmettre de nouvelles cartes d'allocations aux organismes de paiement des chômeurs concernés. L'obligation d'informer directement l'assuré social aurait contraint l'Office à établir en parallèle autant de notifications individuelles, ce qui représente une charge de travail que l'Office estime incompatible avec les moyens humains dont il dispose actuellement.

2.3. La réglementation du chômage est d'une telle technicité et les éléments à prendre en considération sont tellement nombreux et variés que l'Office devrait en arriver à l'établissement de notifications dont le contenu serait variable d'un cas à l'autre. Cette individualisation contraindrait l'Office à un investissement difficilement envisageable dans les conditions actuelles de traitement de l'admissibilité.

2.4. Le système informatique dont dispose actuellement l'Office ne peut pas reprendre dans les bases de données, les éléments justifiant l'octroi des allocations de chômage. Ces éléments continuent à être traités manuellement mais ne sont pas encore encodés dans le système informatique. Il est impossible de rédiger manuellement les notifications de décisions positives, vu le nombre de dossiers à traiter (2 500 000 demandes concernant 1 500 000 bénéficiaires).

deze of gene tak van de sociale zekerheid die zijn onmogelijkheid om deze verplichtingen na te leven bewijst, tijdens een periode waarvan Hij de duur vaststelt, zonder dat deze duur twee jaar mag overschrijden te rekenen van de datum van dat besluit.

De interpretatiemoeilijkheden bij het vroegere artikel 90 die voortvloeiden uit een ietwat dubbelzinnige formulering van de bepaling van de aanvang van de periode van vrijstelling zijn verdwenen. De nieuwe tekst is volkomen duidelijk.

Uit de artikelen 5 en 6 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1990 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van de artikelen 20 en 90 van de wet van 15 januari 1990 volgt dat deze laatste in werking zijn getreden op de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke de Voorzitter en de leden van het Toezichtscomité en de Voorzitter en de leden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in functie zijn getreden, te weten op 1 januari 1992.

De Koning kan een vrijstelling toekennen voor een periode van drie jaar, te rekenen vanaf die datum.

Hieruit volgt dat een koninklijk besluit waarin de vrijstelling wordt toegekend, voorzien in artikel 90 van de wet van 15 januari 1990 absoluut moet worden uitgevaardigd voor 1 januari 1995. Bovendien beperkt de nieuwe bepaling van artikel 90 de duur van de vrijstelling tot twee jaar.

2. Rechtvaardiging van het ontwerp van koninklijk besluit.

De vrijstelling voorzien in artikel 90 kan worden toegekend aan een instelling of een tak van de sociale zekerheid die zijn onmogelijkheid om de verplichtingen bedoeld in artikel 20 na te leven bewijst.

Deze onmogelijkheid vormt een praktisch probleem dat de Commissie concreet moet beoordelen.

In de memorie van toelichting van het ontwerp van koninklijk besluit, is de onmogelijkheid van de R.V.A. om voormelde verplichtingen voorlopig uit te voeren gebaseerd op de volgende elementen:

2.1. De Rijksdienst behandelt jaarlijks 2 500 000 uitkeringsaanvragen, die betrekking hebben op meer dan 1 500 000 gerechtigden. Momenteel worden alleen de negatieve beslissingen, ongeveer 55 000 per jaar, dit wil zeggen die welke het recht op uitkeringen beperken of weigeren, gemotiveerd en aan de werkloze betekend. Om het deze laatste mogelijk te maken, binnen een maand na betekening, eventueel beroep in te stellen bij de bevoegde Rechtbank. Er wordt echter gepreciseerd dat alle beslissingen, zowel positief als negatief, aan de instelling voor de uitbetaling van werkloosheidsuitkeringen van de betrokken werkloze worden toegezonden. De Rijksdienst meent dat, gezien het buitengewoon hoog aantal aanvragen, het voor hem onmogelijk is om, op korte termijn althans, een individuele betekening aan iedere betrokken sociale verzekerde te sturen.

2.2. De werkloosheidsreglementering is in constante evolutie. De nieuwe werkloosheidsreglementering die in werking trad op 1 juni 1992 kende reeds een honderdtal wijzigingen die een rechtstreekse invloed hadden op de vergoedbaarheid van de werklozen (verhoging of verlaging van het dagbedrag van de uitkering). De werkloosheidsbureaus van de Rijksdienst hebben nieuwe uitkeringskaarten moesten opmaken en deze aan de uitbetalingsinstellingen van de betrokken werklozen moeten overmaken. De verplichting om de sociaal verzekerde rechtstreeks te informeren zou de Rijksdienst ertoe genoopt hebben daarnaast evenveel individuele betekeningen op te stellen, wat een arbeidslast zou hebben vertegenwoordigd die met de huidige personeelscapaciteit niet in overeenstemming te brengen is.

2.3. De werkloosheidsreglementering heeft een dergelijk technisch karakter en de in aanmerking te nemen elementen zijn zo talrijk en verschillend, dat de Rijksdienst betekeningen zou moeten opstellen waarvan de inhoud al naar gelang het geval zou verschillen. Die individualisering zou de Rijksdienst verplichten tot een inzet waaraan niet te denken valt in de huidige omstandigheden inzake behandeling van de toelaatbaarheid.

2.4. Het informaticasysteem waarover de Rijksdienst thans beschikt, kan in zijn databanken niet de elementen opslaan die de toekenning van werkloosheidsuitkeringen rechtvaardigen. Die elementen worden nog steeds manueel behandeld maar zijn nog niet ingevoerd binnen het informaticasysteem. Het is onmogelijk de betekeningen van positieve beslissingen manueel op te stellen gelet op het aantal te behandelen dossiers (2 500 000 aanvragen betreffende 1 500 000 gerechtigden).

2.5. Il est encore précisé que l'Office met tout en œuvre pour lever les obstacles qui l'empêchent d'exécuter les obligations visées par l'article 20 de la loi du 15 janvier 1990.

IV. Conclusions.

La ratio legis de l'article 90 est de permettre l'adoption de dispositions transitoires afin de donner à des institutions qui en justifient la nécessité, le temps nécessaire pour adapter leur structure administrative, leurs outils informatiques et leurs méthodes de travail aux obligations nouvelles qui découlent de la loi du 15 janvier 1990 et en particulier de l'article 20.

L'impossibilité pour une institution de faire face à ces obligations nouvelles doit être analysée, non pas de manière abstraite, mais en tenant compte des difficultés réelles des institutions concernées.

Les dispositions transitoires prises sur base de l'article 90 n'affectent pas les droits reconnus aux assurés sociaux par la loi, mais fixent un délai pour permettre la mise en œuvre des conditions de leur application.

Les justifications de la dispense prévue par le projet d'arrêté royal en faveur de l'ONEM paraissent sérieuses et légitimes. Elles correspondent à l'intention du législateur, qui se trouve explicitée clairement dans les travaux préparatoires de la loi du 15 janvier 1990. En effet, suivant le commentaire relatif à l'article 90 de la loi, "Il peut se présenter (...) que le degré d'informatisation relatif de certaines institutions ou les modalités d'enregistrement des informations dans les banques de données mettent ces institutions, qui devront toutefois en fournir la justification, dans l'impossibilité de respecter notamment les obligations de communication des données sociales à caractère personnel sur lesquelles elles se sont fondées pour apprécier les droits des assurés sociaux" (Chambre 899/1-88/89, p. 60).

Les explications fournies par l'ONEM révèlent que cette institution se trouve dans la situation visée par l'article 90.

La dispense prévue par le projet est octroyée pour une période de 2 ans à dater de la signature de l'arrêté, ce qui est conforme à la loi.

Par ces motifs,

La Commission émet un avis favorable.

Le secrétaire,
J. Paul.

Le président,
P. Thomas.

[Mac — 12971]

23 DECEMBRE 1994. — Arrêté royal dispensant l'Office national de l'Emploi de communiquer d'office aux bénéficiaires de l'assurance-chômage, certaines données sociales à caractère personnel sur lesquelles l'Office national s'est fondé pour la détermination ou l'appréciation de leurs droits. (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, notamment les articles 20, § 1er, 1° et 90;

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 15 janvier 1990, *Moniteur belge* du 22 février 1990.

Loi du 8 décembre 1992, *Moniteur belge* du 18 mars 1993.

Arrêté royal du 13 août 1990, *Moniteur belge* du 6 décembre 1990.

Arrêté royal du 25 novembre 1991, *Moniteur belge* du 31 décembre 1991.

2.5. Er wordt nog gepreciseerd dat de Rijksdienst alles in het werk stelt om de hinderpalen uit de weg te ruimen die hem verhinderen de verplichtingen bedoeld in artikel 20 van de wet van 15 januari 1990 uit te voeren.

IV. Conclusies.

De ratio legis van artikel 90 bestaat erin de goedkeuring van overgangsbepalingen mogelijk te maken om instellingen die daarvan de noodzaak rechtvaardigen, de nodige tijd toe te kennen om hun administratieve structuur, hun informaticamiddelen en hun werkwijzen aan te passen aan de nieuwe verplichtingen die voortvloeien uit de wet van 15 januari 1990 en inzonderheid uit artikel 20.

De onmogelijkheid van een instelling om aan deze nieuwe verplichtingen tegemoet te komen dient geanalyseerd en dit niet op abstracte wijze, maar rekening houdend met de reële moeilijkheden van de betrokken instellingen.

De overgangsbepalingen die worden genomen op basis van artikel 90 hebben geen invloed op de door de wet erkende rechten van de sociaal verzekerden, maar stellen een termijn vast die de in werkingstelling van de voorwaarden van hun toepassing mogelijk maken.

De rechtvaardigingen van de vrijstelling die door het ontwerp van koninklijk besluit ten gunste van de R.V.A. wordt voorzien lijken ernstig en rechtmatig. Zij stemmen overeen met de bedoeling van de wetgever, bedoeling die duidelijk blijkt uit de voorbereidende werken van de wet van 15 januari 1990. Volgens het commentaar betreffende artikel 90 van de wet, "(kunnen) (deze instellingen) wegens de graad van relatieve informatisering van sommige instellingen of gelet op de modaliteiten voor de opname van de informatie in de gegevensbanken, (...) in de onmogelijkheid verkeren, die ze dan wel moeten bewijzen, namelijk de verplichtingen na te leven wat betreft de mededeling van de sociale gegevens van persoonlijke aard waarop zij zich gesteund hebben voor de beoordeling van de rechten van de sociaal verzekerden" (Kamer 899/1-88/89, p. 60).

De verklaringen van de R.V.A. tonen aan dat deze instelling zich bevindt in de situatie bedoeld in artikel 90.

De vrijstelling voorzien door het ontwerp wordt verleend voor een periode van 2 jaar te rekenen vanaf de datum van ondertekening van het besluit, wat in overeenstemming is met de wet.

Om deze redenen,

Brengt de Commissie een gunstig advies uit.

De secretaris,
J. Paul.

De voorzitter,
P. Thomas.

[Mac — 12971]

23 DECEMBER 1994. — Koninklijk besluit tot verlening van vrijstelling aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van de verplichting om ambtshalve aan de gerechtigden op sociale zekerheid sommige sociale gegevens van persoonlijke aard mede te delen waarop de Rijksdienst heeft gesteund bij de bepaling of de beoordeling van hun rechten. (1)

ALBERT II, Koning der Belgen.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, inzonderheid op de artikelen 20, § 1, 1° en 90;

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 15 januari 1990, *Belgisch Staatsblad* van 22 februari 1990.

Wet van 8 december 1992, *Belgisch Staatsblad* van 18 maart 1993.

Koninklijk besluit van 13 augustus 1990, *Belgisch Staatsblad* van 6 december 1990.

Koninklijk besluit van 25 november 1991, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1991.

Vu l'arrêté royal du 13 août 1990 fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, notamment les articles 5 et 6;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, notamment l'article 146;

Vu l'avis de la Commission de la protection de la vie privée;

Vu les lois relatives au Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de faire entrer en vigueur, dans les plus brefs délais possibles, les dispositions du présent arrêté royal afin de permettre à l'Office national de l'Emploi, pour lequel il est impossible de respecter certaines obligations visées à l'article 20, § 1er, 1^o, de la loi précitée du 15 janvier 1990, de bénéficier de la dispense de la communication d'office de certaines données sociales à caractère personnel sur lesquelles l'Office s'est basé pour la détermination ou l'appréciation des droits des bénéficiaires de la réglementation du chômage;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil.

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Sans préjudice des dispositions de l'article 146 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, l'Office national de l'Emploi est dispensé pour l'application de l'arrêté royal précité de l'application de l'article 20, § 1er, 1^o, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale.

Art. 2. La dispense est octroyée pour une période ne pouvant dépasser les deux années qui suivent la date de signature du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté royal produit ses effets le 1er janvier 1992.

Art. 4. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté royal.

Donné à Bruxelles, le 23 décembre 1994.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Gelet op het koninklijk besluit van 13 augustus 1990 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van de wet van 15 januari 1990 houdende de oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, inzonderheid op de artikelen 5 en 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, inzonderheid op het artikel 146;

Gelet op het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bepalingen van dit koninklijk besluit zo spoedig mogelijk in werking dienen te treden opdat de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, voor wie het onmogelijk is bepaalde verplichtingen bedoeld in artikel 20, § 1, 1^o van voormelde wet van 15 januari 1990 na te komen, vrijstelling zou kunnen genieten van de ambtshalve mededeling van bepaalde sociale gegevens van persoonlijke aard waarop de Rijksdienst zich heeft gebaseerd voor de bepaling of beoordeling van de rechten van de gerechtigden van de werkloosheidsreglementering;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 146 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, wordt de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening voor de toepassing van het voormelde koninklijk besluit vrijgesteld van de toepassing van artikel 20, § 1, 1^o van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid.

Art. 2. De vrijstelling wordt verleend voor een periode die de twee jaar volgend op de datum van ondertekening van onderhavig besluit niet mag overschrijden.

Art. 3. Dit koninklijk besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1992.

Art. 4. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit koninklijk besluit.

Gegeven te Brussel, 23 december 1994.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN